

## Assurance-emploi (AE)

Pas de médaille d'or pour cette performance! Est-ce que ce budget corrige le système d'AE afin d'aider les travailleurs licenciés pendant la récession? Non.

Ce budget ne contenait aucun espoir pour les travailleurs sans emploi. Les « améliorations » ciblées à l'AE annoncées dans les budgets précédents continueront d'être financées, mais ce budget n'a rien fait pour résoudre les questions d'AE structurelles qui aideraient à protéger les travailleurs et leurs familles, pendant cette récession. Les gouvernements successifs ayant laissé le système d'AE se détériorer pendant les périodes économiques avantageuses, il n'est plus suffisant pour répondre aux besoins des personnes sans emploi du Canada pendant la crise économique actuelle.

### **Le budget**

Le gel des cotisations d'AE pour les travailleurs et les employeurs à 1,73 \$ par 100 \$ de gains assurables à la fin de 2010 (tel qu'annoncé dans le budget de février 2009). En 2011, l'Office de financement de l'assurance-emploi du Canada (OFAEC), créé par ce gouvernement dans le cadre de son budget de février 2008, établira les cotisations d'AE de façon à ce que les revenus égalent les dépenses. Ceci signifie qu'il n'y aura aucune somme d'argent additionnelle pour les réformes si nécessaires à l'AE.

Changements à la caisse déjà annoncés. Le budget prévoit 1,6 milliard de dollars pour 2010-2011 pour le financement des changements ciblés déjà annoncés dans le budget de 2009 : prolongement des prestations de 5 semaines jusqu'en 2011, prestations pour les travailleurs à long terme, programme de travail partagé.

La poursuite des ententes de travail partagé où les travailleurs reçoivent des prestations d'AE et travaillent moins d'heures pendant que leurs employeurs se rétablissent. Le budget de février 2009 a affecté 200 millions de dollars sur deux ans à des projets de partage du travail. Ce budget inclut 106 millions de dollars pour prolonger le programme jusqu'au 31 mars 2011 et allonger les ententes de 52 semaines à 78 semaines.

### **Les effets concrets**

Le gel des cotisations maintient le refus du gouvernement Harper de faire les réformes si nécessaires à l'AE.

Voici ce qui ne changera pas :

- Aujourd'hui, seulement environ 38 % des travailleurs sans emploi reçoivent des prestations d'AE comparativement à 75 % qui étaient admissibles avant les coupures des années 1990.
- Le niveau existant de prestations est inadéquat pour soutenir les familles et les enfants. Les prestations hebdomadaires moyennes sont de 343 \$ comparativement à des gains industriels hebdomadaires moyens de 728 \$ en 2003.
- L'ensemble de mesures disparates actuel quant aux heures admissibles nécessaires pour les différentes prestations et les différentes situations est inéquitable et déraisonnable, particulièrement pour les nouveaux prestataires et pour ceux qui reviennent sur le marché du travail après 12 mois, la plupart étant des femmes.
- La durée de la période de prestations régulière est environ la moitié de ce qu'elle était il y a quinze ans. En moyenne, l'année dernière, les prestataires ont reçu 32 semaines de

prestations régulières. Les femmes sont plus susceptibles d'épuiser leurs prestations en raison de la nature de leurs emplois, ayant généralement moins d'heures de gains assurables.

- Les travailleurs sans emploi continueront d'être formés, mais pendant une récession, y aura-t-il des emplois pour ces travailleurs nouvellement formés? Et la sempiternelle question continue de décourager les programmes de formation administrés centralement – « une formation pour quoi? »
- Les femmes et les groupes qui revendiquent l'égalité coincés dans des emplois à temps partiel et occasionnels continueront d'avoir des difficultés pour obtenir suffisamment d'heures afin d'être admissibles aux prestations d'AE lorsqu'ils perdent leurs emplois.

Le fait de cibler des petits groupes de travailleurs pour des prestations d'AE élargies ou prolongées ne fait rien pour les milliers de personnes dont les prestations s'achèveront bientôt. Les travailleurs qui épuiseront leurs prestations n'auront d'autres choix que de se tourner vers les programmes d'aide sociale. Les transferts fédéraux aux provinces pour l'aide sociale n'augmenteront pas, et les provinces et les municipalités seront confrontées à un défi olympique, soit de financer la pression accrue sur les programmes sociaux.

Le gouvernement prévoit que les dépenses totales d'AE seront de 6 milliards de dollars supérieures en 2009-2010 et en 2010-2011 à ce qu'elles ont été l'an dernier (tableau 5.2) page 224 de *Tracer la voie de la croissance et de l'emploi*. L'OFAEC a seulement le droit d'établir un « taux au seuil de rentabilité » pour les cotisations en 2011, qui présume de la question : comment le gouvernement prévoit-il financer le déficit de 6 milliards de dollars?

## De meilleurs choix

Le SCFP a continué de préconiser une réforme de l'AE depuis que le dernier budget fédéral a laissé tomber les travailleurs sans emploi. En collaboration avec le CTC, nous continuons d'insister pour :

- une exigence d'admission de base de 360 heures;
- des prestations basées sur 60 % des gains des 12 meilleures semaines;
- une couverture de prestations pour 50 semaines;
- l'élimination de la période d'attente de deux semaines pour recevoir des prestations.

Le coût de la mise en œuvre de cette exigence d'admission de base de 360 heures est estimé à entre 500 millions de dollars et 1 milliard de dollars, selon le taux de chômage (Source : Consultation prébudgétaire du SCFP de 2009 à [scfp.ca](http://scfp.ca)) . Un tel investissement économique ne ferait pas qu'aider des milliers de travailleurs sans emploi ainsi que leurs familles, mais il entraînerait également une relance stimulante, forte et immédiate de l'économie. Ces améliorations au programme ne doivent pas être perçues comme un coût, mais plutôt comme étant des remboursements appropriés pour les surplus générés dans le passé par le système d'AE.

Certaines personnes disent que la récession est terminée. Mais jusqu'à ce que plus d'emplois aient été récupérés, les travailleurs continueront de dépendre de l'assurance-emploi. Le système d'AE a besoin d'investissements d'argent majeurs pour aider les travailleurs sans emploi ainsi que leurs familles, et leurs collectivités à surmonter cette récession. Le budget ne l'a pas fait. En ne corrigeant pas l'AE, le gouvernement Harper continue d'agrandir l'écart entre les riches et les pauvres au Canada.

Pour de plus amples renseignements, rendez-vous à <http://scfp.ca/budget>